



La ville de Bamenda a été coupée pendant des heures du reste pays par des hommes armés dans la nuit de samedi à dimanche. Les assaillants dont certains brandissaient le drapeau de l'Ambazonie, s'en sont pris à des bus de transport, tuant un chauffeur et faisant de nombreux otages. L'armée a rétabli la circulation dimanche à la mi-journée.

La région est depuis lors et jusqu'à nouvel ordre, sous couvre-feu. Ce coup de force des assaillants aux portes de Bamenda a eu pour conséquence immédiate la réinstauration du couvre-feu dans la région du nord-ouest.

Ainsi, entre 18 heures et 6 heures du matin, les mouvements des personnes et des biens sont strictement interdits, la circulation des mototaxis suspendue. De même tous les débits de boisson, les snack-bars et les boîtes de nuit resteront fermés dans le même intervalle de temps.

Le gouverneur, signataire du décret, met par ailleurs en garde tout contrevenant à ces directives, qui sera puni, annonçait-t-il, selon les lois en vigueur.

Ce n'est pas la première fois que de telles restrictions sont expérimentées dans le Nord-Ouest et principalement à Bamenda, depuis le déclenchement de cette crise sociopolitique il y a deux ans. En février et en novembre 2017, les populations avaient déjà été soumises à un tel régime de privation.

Ces mesures sont pour autant loin d'intimider les combattants qui se réclament de l'Ambazonie. Le 11 février 2018, ils avaient réussi en plein couvre-feu à enlever le sous-préfet de l'arrondissement de Batibo, dont on est toujours sans nouvelles à ce jour.

RFI
